

2. Prévention et prise en charge du harcèlement et du cyberharcèlement

Assurer une compréhension commune des équipes éducatives (hors maternel) et des équipes pluridisciplinaires des centres psycho-médico-sociaux des phénomènes de harcèlement et de cyberharcèlement et de ses mécanismes et dynamiques (phénomène de groupe, répartition des rôles, déséquilibre relationnel, lien entre le climat scolaire et les relations au sein de la communauté scolaire), de ses impacts (notamment les conséquences en termes de santé mentale et physique et de parcours scolaire pour les élèves), du cadre juridique.

Leur fournir des balises pour la prévention et l'intervention et des outils et programmes existants.

Les sensibiliser à l'intérêt de porter un programme de lutte contre ces phénomènes au sein des établissements.

3. Faire de l'école un lieu de démocratie scolaire

Aider les directeurs, les équipes éducatives et les écoles à :

- développer une culture-un fonctionnement démocratique au sein de l'établissement ;
- à identifier les conditions à rencontrer et les obstacles à lever pour renforcer la démocratie scolaire concrètement dans leur école ;
- pouvoir mobiliser dans leur cadre professionnel les connaissances, expériences, ressources, outils, pratiques et supports pédagogiques pour apprendre et vivre la démocratie scolaire.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les besoins institutionnels en matière de formation professionnelle continue en exécution de l'article 6.1.5-4 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.

Bruxelles, le 15 septembre 2022.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET
La Ministre de l'Education,
C. DESIR

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/33571]

15 SEPTEMBER 2022. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de institutionele behoeften voor de voortgezette beroepsopleiding ter uitvoering van artikel 6.1.5-4 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, artikel 6.1.5-4 ;

Gelet op de « gendertest » van 29 augustus 2022 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De institutionele behoeften worden vastgelegd in bijlage bij dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 3. De Minister van Leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 september 2022.

De Minister President,
P.-Y. JEHOLET
De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/33094]

5 JUILLET 2022. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 29 juin 2021 arrêtant les règles d'évaluation et d'amortissement de la Communauté française

Le Ministre du Budget,

Vu le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française, article 34 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget et aux comptabilités budgétaire et générale, article 32 ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 juin 2021 arrêtant les règles d'évaluation et d'amortissement de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 juillet 2022 ;

Considérant que les règles d'évaluation relatives aux comptes annuels de la Communauté française ont été établies conformément à l'arrêté royal du 10 novembre 2009, fixant le plan comptable applicable à l'État fédéral, aux communautés, aux régions et à la Commission communautaire commune tel que prévu à l'article 5 de la loi du 16 mai 2003 ;

Considérant que ces règles sont néanmoins complétées par les avis CNC 2011/18, 2017/07 et 2019/07 portant respectivement sur le traitement comptable des swaps de taux d'intérêt, les droits et engagements hors bilan ainsi que sur les émissions d'emprunts obligataires et que sauf mention expresse de règles d'évaluation spécifiques, les dispositions de l'arrêté royal précité sont d'application,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 juin 2021 arrêtant les règles d'évaluation et d'amortissement de la Communauté française est remplacé comme suit :

« Article 2. Les règles d'évaluation sont les suivantes

Principes de bases :

- Les règles d'évaluation sont présentées dans l'ordre de présentation du bilan en commençant par les comptes de l'actif suivi des comptes du passif.

- Les règles sont établies dans les perspectives de continuité des activités.

- Les entités comptables déterminent et publient, dans le respect des dispositions du présent arrêté, les règles qui président aux évaluations dans l'inventaire, ainsi qu'aux constitutions et ajustements d'amortissements, de réductions de valeur et de provisions pour risques, et aux réévaluations.

Ces règles d'évaluation et leur application doivent être adaptées si elles ne répondent plus à l'exigence de l'image fidèle. Ces dernières doivent figurer dans l'annexe aux comptes annuels.

- La date de clôture de l'exercice comptable est fixée au 31 décembre de chaque année.

Les opérations concernant l'exercice comptable clôturé et pour lesquelles une connaissance suffisante est acquise avant le 31 mars de l'année suivante sont encore enregistrées dans les comptes de l'année précédente.

- Chaque valeur du bilan est justifiée, s'il y a lieu, par un inventaire annuel permettant de vérifier l'existence physique, l'état et la valeur, notamment pour les actifs immobilisés.

- Les évaluations doivent répondre aux critères de prudence, de sincérité et de bonne foi. Le principe de prudence implique que la situation financière d'une entité ne peut pas être présentée de façon plus favorable qu'elle ne l'est en réalité

CHAPITRE 1. — *Principe général pour les comptes d'actif et de passif*

Le principe d'évaluation de base est celui de la valeur historique, soit la valeur d'acquisition (sous déduction éventuelle des amortissements et réduction de valeur ou réévaluations pour les comptes d'actifs)

CHAPITRE 2. — *Immobilisations incorporelles*

La méthode appliquée est la méthode linéaire (avec des montants identiques pour chaque année complète) et cela par année complète.

Le prix d'acquisition d'un d'actif obtenu par voie d'échange est la valeur de marché de l'actif cédé.

Les amortissements des principales immobilisations incorporelles sont calculés selon les modalités fixées dans le tableau joint en annexe.

Les immobilisations incorporelles sont réévaluées chaque année à leur valeur de marché ou sur base de leur valeur actualisée de leurs avantages économiques futures.

CHAPITRE 3. — *Immobilisations corporelles*

Section 1. — *Règles générales*

La base d'amortissement est la valeur d'acquisition et la Communauté française a déterminé les durées d'amortissement propres aux différentes catégories d'immobilisations corporelles.

Ces dernières sont reprises dans le tableau joint en annexe.

La méthode d'amortissement appliquée est la méthode linéaire par année complète à partir de l'année de la première mise en service.

Les immobilisations corporelles et incorporelles dont l'utilisation n'est pas limitée dans le temps ne subissent une réduction de valeur qu'en cas de moins-value ou de dépréciation durable (Ex: terrain).

La règle générale prise par la Communauté française est que tout bien meuble corporel dont la valeur unitaire est inférieure à 1.000 euros HTVA est comptabilisé en charges et non en immobilisation.

Section 2. — *Règles spécifiques aux immeubles et terrains*

En l'absence de proposition de la Commission de la comptabilité publique, prévue à l'article 8, §1^{er} de l'AR plan comptable, la Communauté française a retenu la règle d'évaluation établie par la commission pour l'inventaire du patrimoine de l'État, qui définit la valeur d'un bien immobilier comme la somme des valeurs de ses composantes, à savoir le terrain et l'éventuel bâtiment érigé sur celui-ci.

Sous-section 1. — *Les terrains*

En vue de la constitution du bilan de départ, les terrains détenus historiquement ont été évalués selon les dernières valorisations établies en 2013 par la Commission de l'Inventaire du Patrimoine de l'Etat qui se basaient sur les critères suivants:

- la contenance cadastrale ;
- la nature-pilote ;
- la situation géographique (arrondissement ou, le cas échéant, commune de plus de 30.000 habitants) et ;
- la valeur vénale moyenne unitaire au mètre carré fournie par les comités d'acquisition en fonction de la nature-pilote et de la situation, s'appuyant sur des études régulières et locales du marché.

Les dernières valorisations réalisées par la Commission de l'Inventaire ont été actualisées d'après l'évolution de l'inflation entre 2013 et 2020.

Pour les terrains acquis à partir de l'année 2019 et ceux à venir, ils seront comptabilisés selon leur valeur d'acquisition qui comprend, en plus du prix d'achat, les frais accessoires liés à l'acquisition (droits d'enregistrement, frais de dossiers, etc.).

Sous-section 2. — Les bâtiments

En vue de la constitution du bilan de départ, les bâtiments détenus historiquement ont été évalués selon les dernières valorisations établies en 2013 par la Commission de l'Inventaire du Patrimoine de l'Etat qui se basaient sur le principe de reconstruction.

Le principe de reconstruction consiste à évaluer un bâtiment selon le prix qu'il faudrait consentir pour la reconstruction d'un bâtiment similaire, déduction faite de l'amortissement (2%/an).

Cette valeur de construction est établie en tenant compte d'éléments physiques de la construction, à savoir:

- la surface plancher et ;
- la valeur unitaire moyenne de construction au mètre carré de surface plancher établie annuellement par la Régie des Bâtiments (€/m²).

Les valeurs unitaires moyenne de construction (en €/m²) des bâtiments repris dans le fichier de la Commission de l'Inventaire ont été actualisées d'après l'évolution de l'indice ABEX entre 2013 et 2020.

A cette valeur de construction, s'applique un coefficient de valorisation qui dépend de la nature du bien bâti. Conformément aux travaux de la Commission de l'Inventaire, les coefficients de valorisation sont les suivants :

CODE-Pilote	Nature-Pilote	Coefficient
01	Non-valorisé	0,0
02	Faible valeur	0,1
03	Petit Bâtiment	0,3
04	Rural	0,5
05	Entreprise	0,7
06	Habitat	1,0
07	Sophistiqué	1,4
08	Militaire	1,0
09	Scolaire	1,0
10	Légation	1,0
11	Monument	1,0

Pour les bâtiments acquis à partir de l'année 2019 et ceux à venir, ils seront comptabilisés selon leur valeur d'acquisition qui comprend, en plus du prix d'achat, les frais accessoires liés à leur l'acquisition (droits d'enregistrement ou TVA, frais de dossiers, etc.).

Pour les bâtiments, en l'absence de proposition de la Commission de la comptabilité publique prévue à l'article 8, §2, al.2 de l'AR plan comptable, la Communauté française a décidé d'appliquer un amortissement linéaire de 2% par an jusqu'à l'obtention d'une valeur résiduaire de 24%, montant à partir duquel aucun amortissement n'est plus opéré (pour autant que le bâtiment n'ait pas été déclassé – démolitions, ruines, etc.)

Cette méthode privilégie l'état d'entretien plutôt que l'âge proprement dit du bâtiment et ce dernier garde une valeur d'inventaire correspondant à sa valeur opérationnelle représentative des services qu'il continue de rendre.

Sous-section 3. — Location financement

Les immobilisations corporelles détenues en location financement sont valorisées à l'actif de la même façon que les actifs similaire acquis sans location financement.

CHAPITRE 4. — Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont reprises au bilan à la valeur d'acquisition et ne font pas l'objet d'amortissements. Les frais accessoires relatifs à l'acquisition d'immobilisations financières et de placements de trésorerie seront pris en charge par le compte de résultats de l'exercice au cours duquel ils ont été exposés.

Les participations dans les entreprises sont réévaluées conformément aux dispositions de l'article 9 de l'AR plan comptable, à savoir en appliquant le pourcentage de participation à la valeur comptable de l'actif net de la société, tel qu'il ressort de ses derniers comptes annuels disponibles et approuvés.

La valeur réévaluée retenue pour ces immobilisations est justifiée dans l'annexe des comptes annuels dans lesquels la réévaluation est actée pour la première fois.

CHAPITRE 5. — Créances

Les créances à plus d'un an représentées notamment par des prêts sont comptabilisées à leur valeur nominale au moment où elles apparaissent.

La comptabilisation des créances à plus d'un an s'accompagne en fin d'année de l'inscription en comptes de régularisation et de la prise en résultat des intérêts calculés en nombre de jours entre la dernière échéance d'intérêts et le 31 décembre. Ces écritures de fin d'année sont contrepassées en début d'année suivante.

Les créances à un an au plus sont comptabilisées à leur valeur nominale au moment où elles apparaissent.

Les créances sur les banques sont reprises au bilan à concurrence des montants mis à disposition, après déduction des remboursements effectués entre-temps et majoration des intérêts échus non encore payés.

Annuellement, une évaluation systématique est faite de ces créances. Ainsi, les soldes des comptes clients sont justifiés par l'addition des différents comptes individuels des clients qui doivent être eux-mêmes justifiés par des documents probants.

Les créances à plus d'un an et à un an au plus font l'objet de réductions de valeur si leur remboursement à l'échéance est en tout ou en partie incertain ou compromis. Elles peuvent également faire l'objet de réductions de valeur lorsque leur valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice est inférieure à leur valeur comptable.

Les créances à plus d'un an et à un an au plus sont prises en charges d'exploitation au titre de pertes sur créances lorsqu'elles sont irrécouvrables au sens de l'article 56 du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Pour les créances présentant un risque, les intérêts sont calculés et comptabilisés comme une créance effective. Conformément au principe de prudence, ces intérêts ne sont pas pris en résultat mais enregistrés sur un compte correctif de l'actif.

CHAPITRE 6. — *Stocks*

La méthode de valorisation des articles se décide généralement par catégorie d'article (type d'article), se fera au PMP (prix moyen pondéré).

CHAPITRE 7. — *Placements de trésorerie et valeurs disponibles*

Les placements sont portés au bilan à leur valeur nominale.

Une réduction de valeur est actée lorsque leur valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice est inférieure à leur valeur d'acquisition. Elle doit être reprise (partiellement ou totalement) à concurrence de l'augmentation de la valeur de réalisation.

Les titres, autres qu'à revenu fixe, détenus à titre de placement de trésorerie, sont réévalués annuellement sur la base de leur valeur de marché ou, à défaut, sont estimés par référence à la valeur de marché de titres cotés de nature similaire conformément à l'article 11, §1er, de l'AR plan comptable.

En ce qui concerne les valeurs disponibles, si un compte courant présente en fin d'exercice un solde créditeur, ce qui constitue donc une dette pour l'entité vis-à-vis de l'institution bancaire, ce solde sera reclassé en compte de dettes au passif du bilan.

Ces écritures de fin d'année sont contrepassées en début d'année suivante.

CHAPITRE 8. — *Provisions pour risques et charges*

Des provisions pour risques et charges sont constitués pour couvrir des pertes ou charges nettement circonscrites quant à leur nature et qui, à la date de clôture, sont probables ou certaines mais indéterminées quant à leur montant.

Les provisions pour risques et charges sont constitués individuellement en fonction de la nature du risque et des charges y afférentes. A la fin de l'exercice, les provisions constituées sont évaluées au niveau des risques qu'elles couvrent, les provisions excédentaires faisant l'objet d'une reprise au compte de résultats.

En application de l'article 14 de l'AR plan comptable, des provisions sont constituées pour les risques de charges et pertes futures :

- 1° s'il s'agit d'une obligation existante dont la nature est décrite clairement ;
- 2° qui est née au cours de l'exercice ou lors d'un exercice précédent ;
- 3° si la charge ou la perte est probable ou certaine ;
- 4° si le montant de la charge ou le risque n'est pas encore définitif.

Pour chaque risque, la provision est déterminée par l'estimation du montant du risque. Lorsqu'une provision constituée antérieurement est devenue trop importante selon l'évaluation actuelle ou n'est plus nécessaire, elle doit être reprise ou mise à zéro. Dans le cas inverse, la provision doit être augmentée.

CHAPITRE 9. — *Dettes*

Section 1. — *Dettes représentées par un titre*

Sous-section 1. — *Emprunts et primes d'émission*

Le prix d'émission d'un emprunt correspond au prix de l'obligation au moment de son émission.

Le prix d'émission permet de faire correspondre le taux de marché à la date d'émission de l'emprunt avec le taux du coupon payé par la Communauté française. Il est donc le résultat d'un différentiel d'intérêt entre le coupon payé et le coût de financement défini par la Communauté française.

Si le prix d'émission est supérieur à la valeur nominale, l'obligation est émise « au-dessus du pair ». Inversement, l'émission est dite émise en « en dessous du pair » si le prix d'émission est inférieur au à la valeur nominale. Un emprunt dont le taux du coupon correspond au taux du marché est émis « au pair ».

Le prix d'émission est en général exprimé en pourcentage mais peut aussi être exprimé en montant s'il est multiplié par la valeur nominale de l'emprunt (on parle alors de « net proceeds »).

La prime d'émission correspond à la différence entre le prix d'émission exprimé en montant et la valeur nominale. La différence est positive lorsque le prix d'émission est au-dessus du pair et est négative lorsque le prix d'émission est en dessous du pair.

Les primes d'émission ne peuvent pas être augmentées des frais, charges et commissions exposés à l'occasion de ces opérations.

Les dettes représentées par un titre avec ou sans prime d'émission sont reprises au bilan/dette à leur valeur nominale, déduits des remboursements opérés jusque-là.

La comptabilisation des dettes à leur valeur nominale s'accompagne en fin d'année de l'inscription en comptes de régularisation et de la prise en résultat des intérêts calculés en nombre de jours entre la dernière échéance de coupon de l'emprunt ou, si pas de coupon, sa date anniversaire et le 31 décembre. Ces écritures de fin d'année sont contrepassées en début d'année suivante.

Les primes d'émission, positives ou négatives, sont enregistrées au bilan dans les comptes de régularisation, déduites des remboursements de primes d'émission opérés jusque-là.

Sur la durée restant à courir du titre et sur une base linéaire, les primes d'émission sont prises en résultat à la date d'échéance du coupon ou, si pas de coupon, à la date anniversaire de l'emprunt. En fin d'année, s'y ajoutent l'inscription en comptes de régularisation et la prise en résultat de la quote-part de prime d'émission calculée en nombre de jours entre la dernière échéance de l'emprunt ou sa date anniversaire et le 31 décembre. Ces écritures de fin d'année sont contrepassées en début d'année suivante.

Sous-section 2. — *Emprunts et primes de remboursement*

Le prix de remboursement correspond au montant de remboursement de l'emprunt à son échéance.

La différence entre le prix de remboursement et la valeur nominale est appelée la prime de remboursement. La différence est positive lorsque le prix de remboursement est au-dessus du pair et est négative lorsque le prix de remboursement est en dessous du pair.

Les primes de remboursement ne peuvent être augmentées des frais, charges et commissions exposés à l'occasion de ces opérations.

Les dettes représentées par un titre avec ou sans prime de remboursement sont reprises au bilan/dette à leur valeur nominale.

La comptabilisation des dettes à leur valeur nominale s'accompagne en fin d'année de l'inscription en comptes de régularisation et de la prise en résultat des intérêts calculés en nombre de jours entre la dernière échéance de l'emprunt ou sa date anniversaire et le 31 décembre. Ces écritures de fin d'année sont contrepassées en début d'année suivante.

Les primes de remboursement, positives ou négatives, sont enregistrées au bilan dans les comptes de régularisation, déduites des remboursements de prime de remboursement opérés jusque-là.

Sur la durée restant à courir du titre et sur une base linéaire, les primes de remboursement sont prises en résultat à la date d'échéance du coupon ou, si pas de coupon, à la date anniversaire de l'emprunt. En fin d'année, s'y ajoutent l'inscription en comptes de régularisation et la prise en résultat de la quote-part de prime de remboursement calculée en nombre de jours entre la dernière échéance de l'emprunt ou sa date anniversaire et le 31 décembre. Ces écritures de fin d'année sont contrepassées en début d'année suivante.

Sous-section 3. — Cas particulier des emprunts avec option de vente (puttable)

Le traitement comptable des dettes représentées par un titre pour lesquelles l'investisseur a le droit, mais pas l'obligation, de récupérer les fonds mis à disposition de la Communauté française avant la maturité du titre est similaire à celui des dettes représentées par un titre sans option pour l'investisseur.

La date de maturité retenue pour l'amortissement des primes d'émission et de remboursement est la date d'exercice de la première option. Si l'investisseur n'exerce pas son option, la date de maturité à considérer devient la date suivante d'exercice de l'option ou la date de remboursement du titre de dettes dans le cas où aucune option ne peut plus être exercée avant l'échéance finale.

Sous-section 4. — Cas particulier des emprunts indexés sur l'inflation (inflation linked)

Le traitement comptable des dettes représentées par un titre lié à l'inflation est similaire à celui des dettes représentées par un titre non lié à l'inflation.

Dans le cas des dettes représentées par un titre lié à l'inflation, une prime de remboursement positive est généralement due par la Communauté française à l'investisseur.

Cette prime de remboursement est enregistrée au compte de résultat chaque année et est calculée de manière non linéaire sur la base de l'indice de référence du coupon de l'année en question en comparaison avec l'indice de référence du coupon de l'année précédente.

Une prime d'émission enregistrée lors de l'émission du titre lié à l'inflation est traitée de la même manière qu'à la Sous-section 1 ci-dessus.

L'indice de référence est le même pour le calcul d'indexation des coupons et pour le calcul d'indexation des amortissements de primes. Si l'indice de référence n'est pas connu à la date de clôture de l'exercice, l'indexation prorataée sera opérée sur la base de l'indice de référence le plus proche du 31 décembre.

Section 2. — Dettes envers les institutions financières et assimilées

Les dettes envers les institutions financières et assimilées sont reprises au bilan à concurrence des fonds mis à la disposition de la communauté française par la contrepartie, déduits des remboursements opérés jusque-là.

La comptabilisation des dettes à plus d'un an envers les institutions financières et assimilées s'accompagne en fin d'année de l'inscription en comptes de régularisation et de la prise en résultat des intérêts calculés en nombre de jours entre la dernière échéance d'intérêts de la dette et le 31 décembre. Ces écritures de fin d'année sont contrepassées en début d'année suivante.

Les primes d'émission éventuelles, positives ou négatives, sont enregistrées au bilan dans les comptes de régularisation, déduites des remboursements de primes d'émission opérés jusque-là.

Sur la durée restant à courir de l'emprunt sans titres émis et sur une base linéaire, les primes d'émission sont prises en résultat à la date d'échéance des intérêts. En fin d'année, s'y ajoutent l'inscription en comptes de régularisation et la prise en résultat de la quote-part de prime d'émission calculée en nombre de jours entre la dernière échéance de l'emprunt ou sa date anniversaire et le 31 décembre. Ces écritures de fin d'année sont contrepassées en début d'année suivante.

Les primes d'émission et les intérêts ne peuvent pas être augmentés des frais, charges et commissions exposés à l'occasion de ces opérations.

Section 3. — Commission de placement

Les commissions de placement constituent des dépenses occasionnées lors de l'émission d'un emprunt. Elles permettent la rémunération de la banque pour la mise en contact de l'emprunteur avec l'investisseur. Ces commissions consistent en des frais d'émission d'emprunt, directement prélevés par la banque sur les fonds disponibles ou facturés séparément.

Ces commissions de placement ne sont pas activées et sont enregistrées directement au compte de résultat.

CHAPITRE 10. — Comptes de régularisation et clôture

Les primes d'émission et de remboursement des emprunts, positives ou négatives, sont enregistrées dans les comptes de régularisation. Les comptes de régularisation incorporent en fin d'année les prorata d'amortissement de ces primes, et ce afin de rattacher à chaque exercice les charges et produits qui le concernent.

A la date de clôture de l'exercice comptable, le prorata des charges ou produits d'intérêt qui n'échoiront qu'au cours d'un exercice ultérieur mais qui sont à rattacher à l'exercice écoulé est comptabilisé dans les comptes de régularisation¹, et ce afin de rattacher à chaque exercice les charges et produits qui le concernent².

Dans le cas de coupons variables (charges d'intérêt variable) et lorsque la date de fixing de ce coupon est en fin de période, le prorata de ces coupons afférents à l'exercice écoulé doit être estimé au taux applicable à la date de clôture de l'exercice.

CHAPITRE 11. — Règles spécifiques – Postes hors-bilan

Section 1. — Instruments financiers dérivés

Les swaps de taux d'intérêt conclus aux fins d'opérations de couverture³ concernant des dettes existantes ou futures de la Communauté française exprimées dans la même unité monétaire ont pour but de gérer en tout ou en partie les risques de taux d'intérêt selon un principe de symétrie entre les flux monétaires résultant de l'instrument couvert et ceux résultant de sa couverture. Les engagements et les droits résultant de l'utilisation de ces swaps de taux d'intérêt sont repris à concurrence de leur montant nominal dans les comptes d'ordre.

Par ailleurs, les annexes devront mentionner, à titre d'information, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt dans la note Instruments financiers dérivés non évalués à la juste valeur.

Sous-section 1. — Traitement comptable des instruments financiers avec options vendues incorporées dans les swaps de taux d'intérêt

Les swaps de taux d'intérêt donnant la possibilité mais pas l'obligation à la contrepartie de mettre fin au contrat avec ou sans paiement par la Communauté française de la valeur des swaps de taux d'intérêt sont considérés comme conclus aux fins d'opérations de couverture, dont le traitement comptable est spécifié ci-dessus et où la date de maturité de la couverture est la première date d'exercice de l'option. Si l'option n'est pas exercée, la nouvelle date de maturité de la couverture devient la prochaine date d'exercice de l'option dans le cas où il y a plusieurs dates d'exercice de l'option.

Sous-section 2. — Traitement comptable du résultat issu de la liquidation d'un swap

Dans le cas où un swap de taux d'intérêt de couverture est liquidé volontairement mais l'entité continue à se financer (maintien de l'instrument de financement), le résultat issu de cette transaction est étalé sur la durée la plus courte entre la durée de couverture initialement prévue restant à couvrir et la durée restante du financement, et ce par le biais de comptes distincts.

Dans le cas où l'instrument couvert est remboursé avant maturité, la partie restante du résultat issu de cette opération n'ayant pas encore été amortie sera enregistrée immédiatement au compte de résultat.

Un traitement comptable similaire s'applique aux swaps de taux d'intérêt donnant la possibilité mais pas l'obligation à la contrepartie de mettre fin au contrat avec paiement par la Communauté française de la valeur de marché des swaps de taux d'intérêt, c'est-à-dire pour les swaps de taux d'intérêt avec break-up clause.

Section 2. — Droits et engagements

Les droits et engagements ne figurant pas au bilan et étant susceptibles d'avoir une influence importante⁴ sur le patrimoine, la situation financière ou sur le résultat de la société doivent être mentionnés par catégorie dans l'annexe Droits et engagements hors bilan.

Conformément au principe de l'image fidèle⁵, les droits et engagements devront être comptabilisés en compte d'ordre 0 dès le moment où le droit ou l'engagement est constaté et que toutes les conditions suspensives à l'octroi ont été remplies.

Les droits et engagements sont comptabilisés pour la totalité du montant pour lequel la Communauté française est susceptible d'être engagée et redevable du créancier, y compris lorsqu'elle est tenue solidairement avec des tierces parties. Une mention de l'existence du fait qu'il s'agit d'une obligation solidaire et de l'existence d'une possibilité de recours personnel ou de recours subrogatoire par le débiteur solidaire à l'encontre de ses co-débiteurs solidaires éventuels peut cependant être faite à l'annexe.

Par ailleurs, les droits et engagements importants qui ne sont pas susceptibles d'être quantifiés font l'objet de mentions appropriées dans l'annexe.

Enfin, la Communauté française procède, au plus tard à la date de clôture de l'exercice, à un inventaire complet de ses droits et engagements et s'assure de l'exactitude des montants renseignés à cet égard. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2021.

Bruxelles, le 5 juillet 2022.

F. DAERDEN

Notes

¹ Le prorata des charges d'intérêt qui n'échoiront qu'au cours d'un exercice ultérieur mais qui sont à rattacher à l'exercice écoulé sera comptabilisé en tant que « Charges à imputer ». Le prorata des produits d'intérêt qui n'échoiront qu'au cours d'un exercice ultérieur mais qui sont à rattacher à l'exercice écoulé sera quant à lui comptabilisé en tant que « Produits acquis ».

² A noter que le prorata des charges ou produits d'intérêt exposées ou perçus au cours de l'exercice écoulé mais qui sont à rattacher à un ou plusieurs exercices ultérieurs seront également à comptabiliser dans les comptes de régularisation (respectivement en tant que « Charges à reporter » ou « Produits à reporter). Néanmoins, ce montant étant connu à la date de clôture, il n'y a pas lieu d'effectuer une réestimation de celui-ci à la date de clôture, dans le cas de coupons variables.

³ Une opération de couverture consiste en achats ou ventes d'instruments financiers qui doivent avoir pour effet de neutraliser ou réduire les variations de prix et/ou de flux financiers de l'instrument financier couvert.

⁴ Sur la base de l'article 3 :58, §5 de l'AR du 29 avril 2019 portant exécution du Code des sociétés et associations, « On entend par l'importance significative, le statut d'une information dont on peut raisonnablement penser que l'omission ou l'inexactitude risque d'influencer les décisions que prennent les utilisateurs sur la base des comptes annuels ou consolidés de la société, ou sur la base des comptes annuels de l'ASBL, de l'ASBL ou de la fondation. L'importance significative de chaque élément est évaluée dans le contexte d'autres éléments similaires. »

⁵ Selon le principe de l'image fidèle, les évaluations doivent répondre aux critères de prudence, de sincérité et de bonne foi.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/33094]

5 JULI 2022. — Ministerieel besluit houdende wijziging van het ministerieel besluit van 29 juni 2021 tot vaststelling van de evaluatie- en afschrijvingsregels van de Franse Gemeenschap

De Minister van Begroting,

Gelet op het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, artikel 34;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 houdende verschillende maatregelen betreffende de uitvoering van de begroting en betreffende de begrotingsboekhouding en de algemene boekhouding, artikel 32;

Gelet op het ministerieel besluit van 29 juni 2021 tot vaststelling van de evaluatie- en afschrijvingsregels van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 juli 2022;

Overwegende dat de evaluatieregels betreffende de jaarrekeningen van de Franse Gemeenschap opgesteld werden overeenkomstig het koninklijk besluit van 10 november 2009 tot vaststelling van het boekhoudplan van toepassing op de federale Staat en op de gemeenschappen, de gewesten en de gemeenschappelijke gemeenschapscommissie, zoals bedoeld in artikel 5 van de wet van 16 mei 2003;

Overwegende dat deze regels nochtans aangevuld worden met de adviezen CBN 2011/18, 2017/07 en 2019/07 die respectievelijk betrekking hebben op de boekhoudkundige behandeling van de renteswap, de niet in de balans opgenomen rechten en verplichtingen alsook op de uitgifte van een obligatielening en dat, met uitzondering van een uitdrukkelijke vermelding van specifieke evaluatieregels, de bepalingen van het bovenvermelde koninklijk besluit van toepassing zijn,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van het ministerieel besluit van 29 juni 2021 tot vaststelling van de evaluatie- en afschrijvingsregels van de Franse Gemeenschap wordt vervangen als volgt:

“Artikel 2. De evaluatieregels zijn de volgende:

Basisbeginselen:

- De evaluatieregels worden voorgesteld in de presentatievolgorde van de balans, waarbij begonnen wordt met de activarekeningen, gevolgd door de passivarekeningen.
- De regels zijn vastgesteld in een perspectief van continuïteit van de activiteiten.
- De boekhoudkundige entiteiten bepalen en maken bekend, met inachtneming van de bepalingen van dit besluit, de regels die gelden voor de evaluatie van de inventaris, evenals voor de vorming en de aanpassing van de afschrijvingen, waardeverminderingen en voorzieningen voor risico's, en voor de herwaarderingsen.

Die evaluatieregels en hun toepassing moeten aangepast worden indien ze niet meer aan de eis van een getrouw beeld beantwoorden. Deze moeten opgenomen worden in de bijlage bij de jaarrekeningen.

- De afsluitingsdatum van het boekjaar wordt vastgesteld op 31 december van elk jaar.

Verrichtingen die betrekking hebben op het afgesloten boekjaar en waarvoor voldoende kennis is verworven vóór 31 maart van het volgende jaar, worden nog steeds geboekt in de rekeningen van het voorgaande jaar.

- Elke balanswaarde wordt, indien nodig, verantwoord door een jaarlijkse inventaris die het mogelijk maakt om het fysieke bestaan, de staat en de waarde te verifiëren, inzonderheid voor vaste activa.
- Evaluaties moeten aan de criteria van voorzichtigheid, oprechtheid en goede trouw voldoen. Het voorzichtigheidsbeginsel houdt in dat de financiële situatie van een onderneming niet gunstiger mag worden voorgesteld dan zijn in werkelijkheid is.

HOOFDSTUK 1. — *Algemeen beginsel voor activa- en passivarekeningen*

Het basisbeginsel voor de evaluatie is dat van de historische waarde, d.w.z. de aanschafwaarde (verminderd met eventuele afschrijvingen en waardeverminderingen of herwaarderingsen voor activarekeningen)

HOOFDSTUK 2. — *Immateriële activa*

De toegepaste methode is de lineaire methode (met identieke bedragen voor elk volledig jaar) voor elk volledig jaar.

De aankoopprijs van een door middel van ruil verkregen goed is de marktwaarde van het verkochte goed.

De afschrijving van de belangrijkste immateriële activa wordt berekend volgens de bijgevoegde tabel.

De immateriële activa worden jaarlijks geherwaardeerd tegen de marktwaarde of op basis van de geactualiseerde waarde van de toekomstige economische voordelen.

HOOFDSTUK 3. — *Materiële vaste activa*

Afdeling 1. — Algemene regels

De basis voor de afschrijving is de aanschaffingswaarde en de Franse Gemeenschap heeft de afschrijvingstermijnen voor de verschillende categorieën van materiële vaste activa vastgesteld.

Deze staan vermeld in de bijgevoegde tabel.

De toegepaste afschrijvingsmethode is de lineaire methode per volledig jaar vanaf het jaar van de eerste ingebruikneming.

Voor materiële en immateriële vaste activa waarvan het gebruik niet in de tijd beperkt is, wordt slechts een waardevermindering toegepast als er een duurzame minderwaarde of waardevermindering (bijvoorbeeld terreinen) bestaat.

De algemene regel van de Franse Gemeenschap is dat alle lichamelijke roerende goederen met een eenheidswaarde van minder dan 1.000 EUR exclusief btw als kosten en niet als vaste activa worden geboekt.

Afdeling 2. — Specifieke regels voor gebouwen en terreinen

Bij ontstentenis van een voorstel van de Commissie voor de openbare comptabiliteit, zoals bepaald in artikel 8, § 1 van het KB boekhoudplan, heeft de Franse Gemeenschap de evaluatieregels aangenomen die door deze commissie is opgesteld voor de inventarisatie van het vermogen van de Staat, waarbij de waarde van een onroerend goed wordt gedefinieerd als de som van de waarden van zijn bestanddelen, d.w.z. het terrein en het mogelijke gebouw dat erop is opgericht.

Onderafdeling 1. — Terreinen

Met het oog op de opstelling van de initiële balans werden de in historisch bezit gronden gewaardeerd volgens de meest recente waarderingsen die in 2013 door de Commissie voor de inventaris van het vermogen van de Staat zijn opgesteld:

- de kadastrale oppervlakte;
- de piloottaard;

- de geografische ligging (arrondissement of, in voorkomend geval, gemeente met meer dan 30.000 inwoners) en;
- de gemiddelde marktwaarde per eenheid per vierkante meter die door de aankoopcomités wordt verstrekt naar gelang van de piloottaard en de ligging van de proef, op basis van regelmatige lokale marktstudies.

De meest recente waarderingen van de inventariscommissie zijn geactualiseerd aan de hand van de ontwikkeling van de inflatie tussen 2013 en 2020.

Gronden die vanaf 2019 worden verworven en gronden die in de toekomst zullen worden verworven, zullen worden geboekt tegen hun aanschaffingswaarde, die naast de aankoopprijs ook de bijkomende kosten in verband met de verwerving omvat (registratierechten, administratiekosten, enz.).

Onderafdeling 2. — De gebouwen

Met het oog op de opstelling van de initiële balans zijn de gebouwen in historisch bezit geëvalueerd volgens de meest recente waarderingen die in 2013 zijn vastgesteld door de Commissie voor de inventaris van het vermogen van de Staat en die zijn gebaseerd op het beginsel van wederopbouw.

Het wederopbouwbeginnsel houdt in dat een gebouw wordt gewaardeerd volgens de prijs die zou worden betaald voor de wederopbouw van een soortgelijk gebouw, verminderd met de afschrijving (2%/jaar).

Deze bouwwaarde wordt bepaald door rekening te houden met fysieke elementen van de wederopbouw, namelijk:

- de vloeroppervlakte en;
- de gemiddelde waarde van de bouweenheden per vierkante meter vloeroppervlakte, jaarlijks vastgesteld door de Regie der Gebouwen (€/m²).

De gemiddelde waarde per bouweenheid (in €/m²) van de gebouwen in het bestand van de inventariscommissie is geactualiseerd aan de hand van de ontwikkeling van de ABEX-index tussen 2013 en 2020.

Op deze bouwwaarde wordt een waarderingscoëfficiënt toegepast, die afhankelijk is van de aard van het goed. Overeenkomstig de werkzaamheden van de Inventariscommissie zijn de waarderingscoëfficiënten als volgt bepaald:

Pilootcode	Piloottaard	Coëfficiënt
01	Niet gewaardeerd	0,0
02	Lage waarde	0,1
03	Klein gebouw	0,3
04	Platteland	0,5
05	Bedrijf	0,7
06	Huisvesting	1,0
07	Gesofistikeerd	1,4
08	Militair	1,0
09	School	1,0
10	Legatie	1,0
11	Monument	1,0

Gebouwen die vanaf 2019 en later worden verworven, zullen worden geboekt tegen hun aanschaffingswaarde, die naast de aankoopprijs ook de bijkomende kosten in verband met de aankoop omvat (registratierechten of btw, administratiekosten enz.).

Voor gebouwen heeft de Franse Gemeenschap, bij gebrek aan een voorstel van de Commissie voor de openbare comptabiliteit zoals voorzien in artikel 8, § 2, lid 2 van het KB boekhoudplan, beslist om een lineaire afschrijving van 2% per jaar toe te passen totdat een restwaarde van 24% is bereikt, waarna geen afschrijving meer wordt toegepast (op voorwaarde dat het gebouw niet buiten gebruik werd gesteld - afbraak, ruïnes, ...)

Bij deze methode ligt de nadruk eerder op de staat van onderhoud en dan op de feitelijke ouderdom van het gebouw, en behoudt het gebouw een inventariswaarde die overeenkomt met zijn operationele waarde, die de diensten vertegenwoordigt die het nog steeds levert.

Onderafdeling 3. — Financiële leasing

Materiële vaste activa die worden aangehouden op grond van financiële leasing, worden op dezelfde wijze gekapitaliseerd als soortgelijke activa die worden verworven zonder financiële leasing.

HOOFDSTUK 4. — Financiële vaste activa

Financiële vaste activa worden in de balans opgenomen tegen aanschaffingswaarde en zijn niet vatbaar voor afschrijving. Incidentele kosten in verband met de verwerving van financiële activa en geldbeleggingen zullen ten laste worden gebracht van de winst- en verliesrekening in het jaar waarin zij worden gemaakt.

De deelnemingen in ondernemingen worden geherwaardeerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 9 van het KB behoudsplan, d.w.z. door het percentage van de deelneming in de boekhoudingswaarde van het netto-actief van de vennootschap toe te passen, zoals deze blijkt uit haar laatste beschikbare en goedgekeurde jaarrekeningen.

De voor deze activa vastgestelde geherwaardeerde waarde wordt met redenen omkleed in de bijlage bij de jaarrekeningen waarin de herwaardering voor het eerst wordt opgenomen.

HOOFDSTUK 5. — Vorderingen

Vorderingen op meer dan één jaar vertegenwoordigd inzonderheid door leningen worden in de boekhouding opgenomen tegen hun nominale waarde op het ogenblik dat zij ontstaan.

De boeking van de vorderingen op meer dan één jaar gaat samen op het eind van het jaar met de opnemings- en overlopende rekeningen en de opnemings- en overlopende rekeningen van de rente berekend op basis van het aantal dagen tussen de laatste vervaldag van de rente en 31 december. Deze boekingen op het einde van het jaar worden aan het begin van het volgende jaar teruggeboekt.

Vorderingen op één jaar maximum worden in de boekhouding opgenomen tegen hun nominale waarde op het ogenblik dat zij ontstaan.

Vorderingen op banken worden in de balans opgenomen tot het bedrag dat ter beschikking is gesteld, na aftrek van de intussen verrichte terugbetalingen, vermeerderd met de nog niet betaalde vervallen interesten.

Elk jaar worden deze vorderingen systematisch geëvalueerd. Zo worden de saldi van de rekeningen van de cliënten gerechtvaardigd door de optelling van de verschillende individuele rekeningen van de cliënten, die zelf door relevante bewijsstukken moeten worden gestaafd.

Vorderingen op meer dan één jaar en op ten hoogste één jaar worden in waarde verminderd indien hun terugbetaling op de vervaldag, geheel of gedeeltelijk, onzeker is of gecompromitteerd is. Zij kunnen ook worden afgewaardeerd indien hun realiseerbare waarde op de balansdatum van het boekjaar lager is dan hun boekwaarde.

Vorderingen met een looptijd van meer dan een jaar en ten hoogste een jaar worden in de exploitatiekosten opgenomen als verliezen op vorderingen wanneer zij onvorderbaar zijn in de zin van artikel 56 van het decreet van 20 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de Diensten van de regering van de Franse Gemeenschap.

Voor risico-inhoudende vorderingen worden de interesten berekend en geboekt als een werkelijke vordering. Overeenkomstig het voorzichtigheidsbeginsel worden deze interesten niet in de resultatenrekening opgenomen, maar op een correctierekening bij de activa geboekt.

HOOFDSTUK 6. — *Voorraden*

De valorisatiemethode van de artikelen wordt in het algemeen bepaald per artikelcategorie (type artikel), en dan wel tegen de gewogen gemiddelde prijs.

HOOFDSTUK 7. — *Geldbeleggingen en beschikbare effecten*

Beleggingen worden in de balans opgenomen tegen hun nominale waarde.

Er wordt een waardevermindering geboekt wanneer de realiseerbare waarde op de balansdatum van het boekjaar lager ligt dan de aanschaffingswaarde. Zij moet (gedeeltelijk of geheel) worden afgeschreven ten belope van de toename van de realiseerbare waarde.

De effecten, andere dan vastrentende effecten, die als geldbeleggingen worden gehouden, worden jaarlijks geherwaardeerd op basis van hun marktwaarde of, bij ontstentenis daarvan, geschat op basis van de marktwaarde van genoteerde effecten van soortgelijke aard overeenkomstig artikel 11, § 1, van het KB behoudsplan.

Wat de beschikbare effecten betreft, zal, indien een lopende rekening aan het einde van het jaar een creditsaldo vertoont, dat derhalve voor de entiteit een schuld ten opzichte van de bankinstelling vormt, dit saldo op de minbalans in de schuldenrekening worden geboekt.

Deze opnemingen aan het einde van het jaar worden aan het begin van het volgende jaar teruggeboekt.

HOOFDSTUK 8. — *Voorzieningen voor risico's en lasten*

Voorzieningen voor risico's en lasten worden aangelegd om verliezen of lasten te dekken die duidelijk beperkt (bepaald) zijn en die op de balansdatum waarschijnlijk of zeker zijn, maar waarvan het bedrag niet vaststaat.

De voorzieningen voor risico's en lasten worden individueel bepaald naar gelang van de aard van het risico en de eraan verbonden lasten. Aan het einde van het boekjaar worden de gevormde voorzieningen geëvalueerd op het niveau van de risico's die zij dekken, waarbij het teveel aan voorzieningen wordt teruggeboekt naar de resultatenrekening.

Met toepassing van artikel 14 van het KB behoudsplan worden voorzieningen aangelegd voor het risico van toekomstige lasten en verliezen:

- 1° indien het een bestaande verplichting betreft waarvan de aard duidelijk omschreven is;
- 2° die in de loop van het boekjaar of van een vorig boekjaar is ontstaan;
- 3° of de last of het verlies waarschijnlijk of zeker is;
- 4° indien het bedrag van de last of het risico nog niet definitief is.

Voor elk risico wordt de voorziening bepaald door een schatting te maken van het bedrag van het risico. Wanneer een eerder aangelegde voorziening volgens de huidige evaluatie te groot is geworden of niet langer nodig is, moet zij worden teruggenomen of op nul gesteld. In het tegenovergestelde geval moet de voorziening worden verhoogd.

HOOFDSTUK 9. — *Schulden*

Afdeling 1. — Door effecten vertegenwoordigde schulden

Onderafdeling 1. — Leningen en uitgiftepremies

De uitgifteprijs van een lening is de prijs van de obligatie op het ogenblik van de uitgifte.

De uitgifteprijs maakt het mogelijk de marktrente op de datum van uitgifte van de lening af te stemmen op de couponrente die door de Franse Gemeenschap wordt betaald. Het is dus het resultaat van een renteverskil tussen de betaalde coupon en de door de Franse Gemeenschap vastgestelde financieringskosten.

Als de uitgifteprijs hoger is dan de nominale waarde, wordt de obligatie "boven pari" uitgegeven. Daarentegen is er sprake van een uitgifte "onder pari" als de uitgifteprijs lager is dan de nominale waarde. Een obligatie waarvan de couponrente overeenkomt met de marktrente wordt "a pari" uitgegeven.

De uitgifteprijs wordt gewoonlijk uitgedrukt in een percentage, maar kan ook worden uitgedrukt in een bedrag indien vermenigvuldigd met de nominale waarde van de lening (dit wordt "net proceeds" genoemd).

De uitgiftepremie is het verschil tussen de uitgifteprijs uitgedrukt in een bedrag en de nominale waarde. Het verschil is positief als de uitgifteprijs boven pari is en negatief als de uitgifteprijs onder pari is.

De uitgiftepremies mogen niet worden verhoogd met de kosten, lasten en voorzieningen die in verband met deze verrichtingen worden gemaakt.

Schulden belichaamd in een effect met of zonder uitgiftepremie worden in de balans/schuld opgenomen tegen hun nominale waarde, verminderd met de tot dan toe verrichte terugbetalingen.

De boeking van schulden tegen hun nominale waarde gaat aan het einde van het jaar samen met de boeking van overlopende rekeningen en de boeking van rente berekend op basis van het aantal dagen tussen de laatste coupondatum van de lening of, bij ontstentenis van een coupon, de verjaardatum ervan en 31 december. Deze opnemingen aan het einde van het jaar worden aan het begin van het volgende jaar teruggeboekt.

De uitgiftepremies, positief of negatief, worden in de balans opgenomen in de overlopende rekeningen, na aftrek van de tot dan toe verrichte terugbetalingen van uitgiftepremies.

Over de resterende looptijd van het effect en op lineaire basis worden de uitgiftepremies in het inkomen opgenomen op de vervaldag van de coupon of, indien er geen coupon is, op de verjaardatum van de lening. Op het einde van het jaar wordt dit aangevuld met de boeking onder de overlopende rekeningen en de boeking in de resultatenrekening van het deel van de uitgiftepremie dat berekend wordt op basis van het aantal dagen tussen de laatste vervaldag van de lening of de verjaardatum ervan en 31 december. Deze boekingen aan het einde van het jaar worden aan het begin van het volgende jaar teruggeboekt.

Onderafdeling 2. — Leningen en terugbetalingspremies

De terugbetalingsprijs stemt overeen met het bedrag van de lening die op de vervaldag moet worden terugbetaald.

Het verschil tussen de terugbetalingsprijs en de nominale waarde wordt de terugbetalingspremie genoemd. Het verschil is positief als de terugbetalingsprijs boven pari is en negatief als de terugbetalingsprijs onder pari is.

De terugbetalingspremies mogen niet worden verhoogd met kosten, lasten en voorzieningen die in verband met dergelijke transacties worden gemaakt.

Schulden belichaamd in een effect met of zonder terugbetalingspremie worden in de balans/schuld opgenomen tegen hun nominale waarde.

De boeking van schulden tegen hun nominale waarde gaat aan het einde van het jaar gepaard met de boeking van overlopende rekeningen en de boeking van rente berekend op basis van het aantal dagen tussen de laatste vervaldag van de lening of de datum waarop de lening verjaart en 31 december. Deze boekingen aan het einde van het jaar worden aan het begin van het volgende jaar teruggeboekt.

De terugbetalingspremies, positief of negatief, worden in de balans opgenomen in de overlopende rekeningen, na aftrek van de terugbetalingspremies die tot dan toe zijn betaald.

Over de overblijvende looptijd van het effect en op lineaire basis worden de terugbetalingspremies in het inkomen opgenomen op de couponvervaldag of, indien er geen coupon is, op de verjaardatum van de lening. Op het einde van het jaar wordt dit aangevuld met de boeking onder de overlopende rekeningen en de boeking in de resultatenrekening van het deel van de terugbetalingspremie dat berekend wordt op basis van het aantal dagen tussen de laatste vervaldag van de lening of de verjaardatum ervan en 31 december. Deze boekingen aan het einde van het jaar worden aan het begin van het volgende jaar teruggeboekt.

Onderafdeling 3. — Bijzonder geval van leningen met putoptie (puttable loans)

De boekhoudkundige behandeling van schulden belichaamd in een effect waarbij de belegger het recht heeft, maar niet de verplichting, om de ter beschikking van de Franse Gemeenschap gestelde middelen vóór de vervaldag van het effect terug te vorderen, is vergelijkbaar met die van schulden belichaamd in een effect zonder optie voor de belegger.

De vervaldatum voor de afschrijving van de uitgifte- en terugbetalingspremies is de datum van uitoefening van de eerste optie. Indien de belegger zijn optie niet uitoefent, wordt de vervaldatum die in aanmerking moet worden genomen de eerstvolgende datum van uitoefening van de optie of de datum van terugbetaling van het schuldeffect indien geen optie kan worden uitgeoefend vóór de eindvervaldag.

Onderafdeling 4. — Bijzonder geval van wegens de inflatie geïndexeerde leningen (inflation linked)

De boekhoudkundige behandeling van schulden belichaamd in een aan de inflatie gekoppeld effect is vergelijkbaar met die van schulden in de vorm van een niet aan de inflatie gekoppeld effect.

In geval van schulden belichaamd in een aan de inflatie gekoppeld effect is de Franse Gemeenschap over het algemeen een positieve terugbetalingspremie verschuldigd aan de belegger.

Deze terugbetalingspremie wordt elk jaar in de resultatenrekening opgenomen en wordt op niet-lineaire wijze berekend op basis van de couponreferentie-index van het betrokken jaar in vergelijking met de couponreferentie-index van het voorgaande jaar.

Een uitgiftepremie die bij de uitgifte van het aan de inflatie gekoppelde effect wordt geregistreerd, wordt op dezelfde wijze behandeld als in Onderafdeling 1 hierboven.

De referentie-index is dezelfde voor de berekening van de indexering van de coupons en voor de berekening van de indexering van de premie-aflossing. Als de referentie-index op de datum van afsluiting van het boekjaar niet bekend is, wordt de pro rata-indexering verricht op basis van de referentie-index die het dichtst bij 31 december ligt.

Afdeling 2. — Schulden aan financiële en soortgelijke instellingen

Schulden tegenover financiële en soortgelijke instellingen worden in de balans opgenomen ten belope van de middelen die door de tegenpartij ter beschikking van de Franse Gemeenschap zijn gesteld, na aftrek van de tot dan toe verrichte terugbetalingen.

De boeking van schulden tegenover financiële en soortgelijke instellingen op meer dan één jaar gaat aan het einde van het jaar samen met de boeking van overlopende rekeningen en de boeking van rente berekend op basis van het aantal dagen tussen de laatste datum van de schuldrente en 31 december. Deze boekingen aan het einde van het jaar worden aan het begin van het volgende jaar teruggeboekt.

De uitgiftepremies, positief of negatief, worden in de balans opgenomen in de overlopende rekeningen, na aftrek van de tot dan toe verrichte terugbetalingen van uitgiftepremies.

Over de resterende looptijd van de lening zonder effecten en op lineaire basis worden de uitgiftepremies in de resultatenrekening opgenomen op de vervaldag van de coupon of, indien er geen coupon is, op de verjaardatum van de lening. Op het einde van het jaar wordt dit aangevuld met de boeking onder de overlopende rekeningen en de boeking in de resultatenrekening van het deel van de uitgiftepremie dat berekend wordt op basis van het aantal dagen tussen de laatste vervaldag van de lening of de verjaardatum ervan en 31 december. Deze boekingen aan het einde van het jaar worden aan het begin van het volgende jaar teruggeboekt.

De uitgiftepremies en rente mogen niet worden verhoogd met de kosten, lasten en voorzieningen die in verband met deze verrichtingen worden gemaakt.

Afdeling 3. — Beleggingsprovisie

De beleggingsprovisies zijn uitgaven in verband met de uitgifte van een lening. Zij maken het mogelijk de bank te vergoeden voor het in contact brengen van de leningnemer met de investeerder. Deze provisie bestaat uit de kosten voor de uitgifte van een lening, die ofwel rechtstreeks door de bank op de beschikbare middelen in mindering worden gebracht, ofwel afzonderlijk worden gefactureerd.

Deze plaatsingsprovisies worden niet gekapitaliseerd en worden rechtstreeks in de resultatenrekening geboekt.

HOOFDSTUK 10. — Overlopende rekeningen en afsluiting

Positieve of negatieve uitgifte- en aflossingspremies voor leningen worden opgenomen in de overlopende rekeningen. Aan het eind van het jaar wordt in de overlopende rekeningen de proportionele afschrijving van deze premies verwerkt, teneinde de desbetreffende lasten en opbrengsten aan elk begrotingsjaar toe te rekenen.

Op de afsluitingsdatum van het boekjaar wordt het pro rata van de rentelasten of -opbrengsten die pas in een latere periode verschuldigd zullen zijn, maar die aan de voorbije periode moeten worden toegerekend, in de overlopende rekeningen(1), teneinde de desbetreffende lasten en opbrengsten aan elke periode toe te rekenen(2).

In geval van variabele coupons (variabele rentelasten) en wanneer de "fixing"-datum van deze coupon aan het einde van het boekjaar valt, moet het pro rata van deze coupons met betrekking tot het afgelopen boekjaar opnieuw worden geschat tegen de op de afsluitingsdatum van het boekjaar geldende rentevoet.

HOOFDSTUK 11. — Specifieke regels - posten buiten de balanstelling

Afdeling 1. — Afgeleide financiële instrumenten

De renteswaps die zijn aangegaan voor de dekking(3) van de bestaande of komende schulden van de Franse Gemeenschap uitgedrukt in dezelfde munteenheid, hebben tot doel de renterisico's geheel of gedeeltelijk te beheren volgens een beginsel van symmetrie tussen de kasstromen die voortvloeien uit het gedekte instrument en die welke voortvloeien uit de dekking ervan. De uit het gebruik van deze renteswaps voortvloeiende verplichtingen en rechten worden tot hun nominaal bedrag in de orderekeningen opgenomen.

Bovendien moet ter informatie de reële waarde van renteswaps worden vermeld in de nota "Afgeleide financiële instrumenten die niet tegen reële waarde worden gewaardeerd".

Onderafdeling 1. — Boekhoudkundige verwerking van financiële instrumenten met verkochte opties die zijn opgenomen in de renteswaps

Renteswaps waarbij de tegenpartij de mogelijkheid heeft, maar niet de verplichting, om het contract te beëindigen met of zonder betaling door de Franse Gemeenschap van de waarde van de renteswaps, worden geacht te zijn aangegaan om dekkingsdoeleinden, waarvan de boekhoudkundige behandeling hierboven is gespecificeerd en waarbij de vervaldatum van de dekking gelijk is aan de eerste uitoefendatum van de optie. Indien de optie niet wordt uitgeoefend, wordt de nieuwe vervaldatum van de dekking de eerstvolgende uitoefendatum van de optie ingeval er verschillende uitoefendata van de optie zijn.

Onderafdeling 2. — Boekhoudkundige verwerking van het resultaat van de liquidatie van een swap

In het geval dat een dekkende renteswap vrijwillig wordt beëindigd, maar de entiteit zichzelf blijft financieren (d.w.z. het financieringsinstrument wordt gehandhaafd), wordt het resultaat van deze transactie gespreid over de kortste looptijd van de oorspronkelijke dekkingstermijn die nog moet worden gedekt en de resterende looptijd van de financiering, en dit via afzonderlijke rekeningen.

Ingeval het gedekte instrument vóór de vervaldag wordt terugbetaald, wordt het resterende niet-afgeschreven gedeelte van het resultaat op de gedekte verrichting onmiddellijk in de resultatenrekening opgenomen.

Een soortgelijke boekhoudkundige verwerking geldt voor renteswaps die de tegenpartij de mogelijkheid maar niet de verplichting bieden het contract te beëindigen met betaling door de Franse Gemeenschap van de marktwaarde van de renteswaps, d.w.z. voor renteswaps met een "break-up"-clausule.

Afdeling 2. — Rechten en verbintenissen

Niet in de balans opgenomen rechten en verbintenissen die een materiële invloed kunnen hebben(4) op het vermogen, de financiële toestand of het resultaat van de vennootschap moeten per categorie in de bijlage "Buiten de balans rechten en verbintenissen" worden vermeld.

Overeenkomstig het beginsel van het getrouwe beeld(5) moeten rechten en verbintenissen in de balans worden opgenomen zodra het recht of de verbintenis is erkend en alle opschortende voorwaarden voor de toekenning zijn vervuld.

Rechten en verbintenissen worden geboekt voor het totale bedrag waarvoor de Franse Gemeenschap zich tegenover de schuldeiser vermoedelijk zal moeten inzetten en aansprakelijk zal zijn, ook wanneer zij hoofdelijk en gezamenlijk met derden aansprakelijk is. In de bijlage kan evenwel worden vermeld dat het om een hoofdelijke gehoudenheid gaat en dat de hoofdelijke schuldenaar persoonlijk verhaal of verhaal ingevolge subrogatie kan instellen tegen zijn eventuele hoofdelijke medeschuldenaren.

Voorts worden materiële rechten en verbintenissen die niet gekwantificeerd kunnen worden op passende wijze vermeld in de bijlage.

Ten slotte maakt de Franse Gemeenschap, uiterlijk op de afsluitingsdatum van het begrotingsjaar, een volledige inventaris op van haar rechten en verbintenissen en verifieert zij de juistheid van de in dit verband geboekte bedragen.”.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2021.

Brussel, 5 juli 2022.

F. DAERDEN

Nota's

(1) De pro rata rentelasten die pas in een toekomstig boekjaar verschuldigd zullen zijn, maar die aan het afgelopen boekjaar kunnen worden toegerekend, zullen als “Aan te rekenen lasten” worden opgenomen. Pro rata rentebaten die pas in een toekomstig boekjaar opeisbaar zullen worden, maar aan het afgelopen boekjaar kunnen worden toegerekend, worden als “Verworven opbrengsten” geboekt.

(2) Opgemerkt zij dat de pro rata rentelasten of -opbrengsten die tijdens het afgelopen boekjaar zijn gemaakt of ontvangen, maar aan een of meer komende boekjaren moeten worden toegerekend, ook in de overlopende rekeningen moeten worden opgenomen (respectief als “Over te dragen lasten” of “Over te dragen opbrengsten”). Aangezien dit bedrag echter op de afsluitingsdatum bekend is, hoeft het in het geval van variabele coupons niet opnieuw op de afsluitingsdatum te worden geraamd.

(3) Een dekkingsverrichting bestaat uit aan- of verkopen van financiële instrumenten die tot gevolg moeten hebben dat schommelingen in de prijs en/of kasstromen van het gedekte financiële instrument worden geneutraliseerd of verminderd.

(4) Op basis van artikel 3:58, § 5 van het koninklijk besluit van 29 april 1919 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen wordt onder “Materieel belang” verstaan: “Met materieel belang wordt bedoeld de hoedanigheid van informatie waarvan redelijkerwijze kan worden verwacht dat de weglating of onjuiste vermelding ervan de beslissingen die een gebruiker op basis van de jaarrekening of de geconsolideerde jaarrekening van een vennootschap, of op basis van de jaarrekening van een VZW, IVZW of stichting neemt, zou kunnen beïnvloeden. Het materieel belang van afzonderlijke posten wordt beoordeeld in de context van andere gelijkaardige posten.”.

(5) Volgens het beginsel van het getrouwe beeld moeten evaluaties voldoen aan de criteria van voorzichtigheid, billijkheid en goede trouw.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2022/15360]

7 JULI 2022. — Besluit houdende de overdracht van het gedeelte van de Dikkebeuklaan gelegen tussen de Tentoonstellingslaan en de Generaal de Ceunincklaan, en van het stuk Jan Palfynlaan op het grondgebied van de gemeente Jette, naar het gewestelijke wegennet

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, het artikel 6 § 1, X, 1°;

Gelet op artikel 4 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op artikel 274 van de Nieuwe Gemeentewet, gewijzigd door artikel 34 van de ordonnantie van 17 juli 2003 en door artikel 81 van de ordonnantie van 17 juli 2020;

Gelet op de adviezen van de gemeenteraad van Jette van 30 september 2020 en 25 november 2020 tot goedkeuring van de overdracht naar het Gewest van de rijweggedeelten bedoeld in dit besluit;

Overwegende dat de as gevormd door de Dikkebeuklaan en de Jan Palfynlaan deel uitmaakt van het PLUS-openbaarvervoer-netwerk volgens het gewestelijke mobiliteitsplan;

Overwegende het project voor de verlenging van tramlijn 9 vanaf de Tentoonstellingslaan tot aan het metrostation Koning Boudewijn;

Overwegende dat dit project onlangs werd gerealiseerd in de Dikkebeuklaan en de Generaal de Ceunincklaan en dat deze lanen in dat verband volledig werden heringericht door Brussel Mobiliteit;

Overwegende dat de Dikkebeuklaan zich gedeeltelijk over het grondgebied van zowel de gemeente Jette als Stad Brussel uitstrekt;

Overwegende de noodzaak van een coherent en gecombineerd beheer van de weg en de kruispunten die onder meer zijn uitgerust met verkeerslichten voor de tram;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2022/15360]

7 JUILLET 2022. — Arrêté portant transfert dans la voirie régionale de l'avenue de l'Arbre Ballon, tronçon compris entre l'avenue de l'Exposition et l'avenue du Général de Ceuninck, ainsi que de l'avenue Jean Palfyn, sur le territoire de la Commune de Jette

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1^{er}, X, 1° ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 4 ;

Vu l'article 274 de la Nouvelle Loi Communale, modifiée par l'article 34 de l'Ordonnance du 17 juillet 2003 et par l'article 81 de l'ordonnance du 17 juillet 2020 ;

Vu les avis du Conseil Communal de Jette des 30 septembre 2020 et 25 novembre 2020 approuvant le transfert à la Région des tronçons des voiries visées par le présent arrêté ;

Considérant que l'axe constitué par les avenues de l'Arbre Ballon et Jean Palfyn fait partie du réseau PLUS-Transport Public selon le Plan Régional de Mobilité;

Considérant le projet de prolongation de la ligne de tram 9 à partir de l'avenue de l'Exposition jusqu'à la station de métro Roi Baudouin ;

Considérant que ce projet vient d'être réalisé dans les avenues de l'Arbre Ballon et du Général de Ceuninck et que de ce fait ces avenues ont fait l'objet d'un réaménagement complet par Bruxelles Mobilité;

Considérant que l'avenue de l'Arbre ballon est située longitudinalement à cheval sur les territoires de la Commune de Jette et de la Ville de Bruxelles ;

Considérant la nécessité d'une gestion cohérente et combinée de la voirie et des carrefours équipés notamment de feux de signalisation pour tram ;